

COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 2011 — 2603

[C — 2011/31443]

14 JUILLET 2011. — Arrêté 2011/149 du Collège de la Commission communautaire française fixant les critères et modalités d'octroi de subventions pour l'achat ou la construction de bâtiments en vue de l'installation de centres de jour et centres d'hébergement, de logements accompagnés et de l'organisation de loisirs pour personnes handicapées pris en charge par les services d'accompagnement, ainsi que pour l'agrandissement, la transformation, les grosses réparations, l'amélioration de l'accessibilité aux personnes à mobilité réduite, l'équipement et le premier ameublement de ces bâtiments

Le Collège de la Commission communautaire française,

Vu le décret de la Commission communautaire française du 29 octobre 2010 relatif à l'octroi de subventions pour l'achat ou la construction de bâtiments en vue de l'installation de centres de jour et centres d'hébergement, de logements accompagnés et de l'organisation de loisirs pour personnes handicapées pris en charge par les services d'accompagnement, ainsi que pour l'agrandissement, la transformation, les grosses réparations, l'amélioration de l'accessibilité aux personnes à mobilité réduite, l'équipement et le premier ameublement de ces bâtiments, notamment les articles 5, 6, 7, 10 et 11.

Vu l'arrêté ministériel du 23 janvier 1976 portant fixation du prix maximum par lit pour le calcul des subsides à la construction, l'aménagement et l'équipement d'établissements spéciaux pour handicapés mentaux ou physiques.

Vu l'arrêté ministériel du 23 janvier 1976 portant fixation du coût maximum par lit pour le calcul des subsides à la construction, l'aménagement et l'équipement des homes pour handicapés adultes.

Vu l'arrêté ministériel du 23 janvier 1976 portant fixation du coût maximum pour le calcul des subsides à la construction, l'aménagement et l'équipement de homes de court séjour pour handicapés mentaux ou physiques.

Vu l'arrêté du 16 janvier 1987 de l'Exécutif de la Communauté française fixant pour la Communauté française les règles selon lesquelles les subsides sont octroyés à des administrations subordonnées, à des établissements d'utilité publique ou à des ASBL pour les travaux de construction ou d'aménagement de bâtiments destinés à l'accueil ou l'hébergement de personnes handicapées ainsi que pour l'équipement ou le premier ameublement de ces immeubles.

Vu l'arrêté du 16 janvier 1987 de l'Exécutif de la Communauté française fixant pour la Communauté française les règles selon lesquelles les subsides sont octroyés à des administrations subordonnées, à des établissements d'utilité publique, à des ASBL pour l'achat de constructions existantes destinées à l'accueil ou à l'hébergement de personnes handicapées.

Vu l'avis du Conseil consultatif bruxellois francophone de l'Aide aux personnes et de la Santé, donné le 12 janvier 2011;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 3 mai 2011;

Vu l'accord du Membre du Collège chargé du Budget, donné le 5 mai 2011;

Vu l'avis 49.758/4 du Conseil d'Etat, donné le 20 juin 2011, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition de la Membre du Collège chargée de la politique d'Aide aux personnes handicapées;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE 1^{er}. — Dispositions générales

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle, en vertu de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128 de celle-ci.

Art. 2. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

- 1° Le Collège : le Collège de la Commission communautaire française;
- 2° Le Membre du Collège : le Membre du Collège chargé de la politique d'Aide aux personnes handicapées;
- 3° Les personnes handicapées : les personnes définies à l'article 2 du décret du 4 mars 1999 relatif à l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées;
- 4° L'administration : les services du Collège de la Commission communautaire française;
- 5° Le demandeur : l'association sans but lucratif ou la fondation porteuse d'un projet de centre de jour, de centre d'hébergement, de logements accompagnés ou d'organisation de loisirs pour personnes handicapées pris en charge par les services d'accompagnement pour lequel elle désire bénéficier de subventions pour l'achat ou la construction de bâtiments ainsi que pour l'agrandissement, la transformation, les grosses réparations, l'amélioration de l'accessibilité aux personnes à mobilité réduite, l'équipement et le premier ameublement de ces bâtiments.
- 6° Le montant maximum subsidiable : le montant maximum des achats et travaux pris en considération pour calculer le montant de la subvention.
- 7° Le décret : le décret de la Commission communautaire française du 29 octobre 2010 relatif à l'octroi de subventions pour l'achat ou la construction de bâtiments en vue de l'installation de centres de jour et centres d'hébergement, de logement accompagnés et de l'organisation de loisirs pour personnes handicapées pris en charge par les services d'accompagnement ainsi que pour l'agrandissement, la transformation, les grosses réparations, l'amélioration de l'accessibilité aux personnes à mobilité réduite, l'équipement et le premier ameublement de ces bâtiments.
- 8° Un service agréé concernant l'accessibilité aux personnes handicapées : un service défini à l'article 2, 5° de l'arrêté 2009/139 du 28 mai 2009 du Collège de la Commission communautaire française relatif à l'agrément des services spécialisés en matière d'accessibilité de l'espace social aux personnes handicapées.
- 9° Un organisme agréé concernant les performances énergétiques des bâtiments : un service tel que défini à l'article 3, 8° et 9° du décret.

10° Une capacité agréée de base :

- pour les centres de jour pour enfants scolarisés : une capacité agréée définie à l'article 3, § 2, de l'arrêté du Collège du 18 juillet 2002 relatif à l'agrément et aux subventions des centres de jour pour enfants scolarisés;
- pour les centres de jour pour enfants non scolarisés, les centres d'hébergement pour enfants, les centres de jour pour adultes et les centres d'hébergement pour adultes : une capacité agréée de base définie à l'article 3, § 3, de l'arrêté du Collège du 21 septembre 2006 relatif à l'agrément et aux subventions des centres de jour et des centres d'hébergement pour personnes handicapées;
- pour les prises en charge légère pour enfants de plus de 16 ans ou pour adultes en centre d'hébergement : une capacité agréée de base définie à l'article 3, § 8, de l'arrêté du Collège du 21 septembre 2006 relatif à l'agrément et aux subventions des centres de jour et des centres d'hébergement pour personnes handicapées.

11° Une capacité agréée de base demandée : une capacité de base agréée définie au 10° pour laquelle une demande de subvention est formulée

12° La subvention périodique à l'utilisation : est une subvention liquidée annuellement dont le montant est calculé comme une annuité constante pour le remboursement d'un capital emprunté sur une durée de 20 ans à l'aide de la formule suivante :

$$A = \frac{K \cdot rs}{1 - (1 + rs)^{-20}}$$

- dans laquelle A est le montant annuel de la subvention périodique à l'utilisation
- K est le montant admis au bénéfice de la subvention
- rs est le taux d'intérêt de référence

13° Les taux d'intérêt de référence :

- a. Le taux d'intérêt annuel de référence (rs) est utilisé dans le calcul de la subvention périodique à l'utilisation. Le taux d'intérêt de référence (rs) est calculé en application de la formule ci-dessous :

$$C = \sum_{t=1}^n CFt + dft$$

CF t = Kt + It si t < n

CF t = Kt + I t+ SRDt si t = n

Taux de référence (rs) = r + marge de financement

r : taux auquel la somme des flux actualisés sur base des taux EURIBOR ou IRS-ask zéro coupon, est égale au capital emprunté. Ce taux sera arrondi à trois décimales comme suit : si la quatrième décimale est comprise entre 0 et 4, on arrondit vers le bas, alors qu'on arrondit vers le haut si la quatrième décimale est comprise entre 5 et 9.

C : capital emprunté

CFt : le cash flow (flux) de la période t

Kt : échéance en capital de la période t

It : échéance en intérêts de la période t

dft : facteur d'actualisation de la période t. Ce facteur d'actualisation est calculé sur base du taux EURIBOR de la période pour les périodes égales ou inférieures à 1 an et du taux IRS-ask zéro coupon de la période pour les périodes supérieures à 1 an. Les facteurs d'actualisation sont déterminés sur une base de calcul commune. Si un taux n'existe pas, il est calculé par interpolation cubic spline.

n : nombre de périodes de validité du taux

SRDt : solde restant dû après l'échéance en capital de la période t

Le taux ainsi obtenu tient compte de la périodicité des paiements.

Pour le calcul des intérêts, la formule tiendra compte du nombre de jours réels sur base d'une année de 365 jours (actual/365).

Si les taux de référence n'étaient pas ou plus publiés, n'étaient plus représentatifs ou s'avéraient incorrects, ils seraient remplacés par des taux de référence équivalents relatifs au financement à court ou long terme.

b. Le taux d'intérêt de référence (ri) est utilisé dans le calcul des intérêts intercalaires.

Le taux d'intérêt (ri) est un taux d'intérêt variable applicable durant la période des travaux. Le taux d'intérêt variable est le taux EURIBOR (Euro Interbank Offered Rate) 3 mois journaliers ajustés au moyen de la marge de financement en plus ou en moins. Le taux d'intérêt journalier d'application sur chaque solde débiteur journalier du compte "prélèvement" sera fixé chaque fois sur base de l'EURIBOR 3 mois en base actual/360 qui est publié quotidiennement sur l'écran Reuters à la page EURIBOR01. Le demandeur précisera les modalités permettant un contrôle facile d'application des taux. Le pourcentage (ri) ainsi défini s'entend pour le paiement des intérêts à terme échu et par trimestre (dates : 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre). Pour le calcul des intérêts, la formule tiendra compte du nombre de jours réels sur base d'une année de 360 jours (actual/360).

14° La marge sur le financement :

La marge sur le financement est le taux d'intérêt en plus ou en moins, exprimé en points de base (= 0,01 %) appliqué sur la somme des flux actualisés sur base des taux EURIBOR ou IRS-ask zéro coupon. La marge de financement reste inchangée pendant la durée de versement des intérêts intercalaires et pendant toute la durée du versement de la subvention périodique à l'utilisation. Les taux d'actualisation seront fixés à la date de la réception provisoire des travaux ou de l'achat du bâtiment, sur base des taux Euribor publiés quotidiennement sur l'écran Reuters à la page EURIBOR01 ou sur le site Internet www.gottexbrokers.com, à la page IRS quotes EUR Fixing.

15° L'entrepreneur ou l'entreprise : La personne physique ou morale consultée ou chargée, par le demandeur, d'effectuer la construction ou d'exécuter les travaux pour l'agrandissement, la transformation, les grosses réparations, l'amélioration de l'accessibilité aux personnes à mobilité réduite, l'équipement et le premier ameublement de ces bâtiments

16° IBGE : Institut Bruxellois pour la Gestion de l'Environnement créé par l'arrêté royal du 8 mars 1989.

CHAPITRE II. — *Dispositions communes*

Art. 3. § 1^{er}. Le montant maximum subsidiable est fixé à € 1.300 par m² pour un nombre maximum de m².

§ 2. Moyennant l'accord du Collège, le montant maximum subsidiable peut être porté à € 1.500 par m² pour un nombre maximum de m², si, en raison du handicap des personnes à accueillir, le bâtiment doit être construit de plain pied.

§ 3. Le nombre maximum de m² est fixé à :

- 1° 30 m² maximum multiplié par la capacité agréée de base ou demandée pour les centres de jour pour enfants scolarisés
- 2° 40 m² maximum multiplié par la capacité agréée de base ou demandée pour les centres de jour pour enfants non scolarisés
- 3° 100 m² maximum pour les missions loisirs pour enfants des services d'accompagnement
- 4° 50 m² maximum multiplié par la capacité agréée de base ou demandée non comprises les places converties en prise en charge légère pour les centres d'hébergement pour enfants
- 5° 40 m² maximum multiplié par la capacité agréée de base ou demandée pour les prises en charge légères pour enfants de plus de 16 ans en centre d'hébergement
- 6° 40 m² maximum multiplié par la capacité agréée de base ou demandée en centre de jour par adultes
- 7° 120 m² maximum pour les missions loisirs pour adultes des services d'accompagnement
- 8° 60 m² maximum multiplié par la capacité agréée de base ou demandée non comprises les places converties en prise en charge légère pour les centres d'hébergement pour adultes
- 9° 40 m² maximum multiplié par la capacité agréée de base ou demandée pour les prises en charges légères pour adultes en centre d'hébergement
- 10° 40 m² maximum multiplié par le nombre de personnes bénéficiaires de la mission de logement accompagné des services d'accompagnement
- 11° 120 m² maximum pour les missions loisirs pour personnes en situation de grande dépendance des services d'accompagnement

§ 4. Le montant maximum subsidiable est établi à la date du 1^{er} janvier 2010.

Le montant maximum subsidiable ne comprend ni la taxe sur la valeur ajoutée, ni les droits d'enregistrement et frais d'actes notariaux, ni les postes visés à l'article 38 du présent arrêté.

§ 5. Tous les surcoûts liés au transfert à des tiers des risques liés à la construction sont inclus dans le montant maximum subsidiable, il s'agit, notamment, des éventuels surcoûts liés au recours à un marché de promotion immobilière et des éventuels surcoûts liés aux services et assurances permettant de garantir la bonne fin, l'achèvement ou la bonne exécution de la construction ou des travaux.

§ 6. Le montant maximum subsidiable suit les variations des salaires et charges sociales, de l'indice des matériaux et des taxes généralement quelconques; l'actualisation des coûts se calcule à l'aide de la formule suivante :

$$p = P * \left(0.40 * \frac{S}{S} + 0.40 \frac{I}{I} + 0.20 \right)$$

dans laquelle :

- p est le montant de la dépense approuvée à la date du dépôt des offres;
- P est le montant actualisé au 1^{er} janvier 2010 de la dépense approuvée p;
- s et S représentent les salaires officiels de la construction, pour la catégorie A, d'application respectivement dix jours avant la date de dépôt des offres, et à la date du 1^{er} janvier 2010;
- i et I représentent l'indice des matériaux respectivement pour le mois du dépôt des offres et pour le mois de janvier 2010.

§ 7. Les subventions accordées successivement dans le temps ne peuvent excéder le montant maximum subsidiable compte-tenu de l'actualisation des prix en application de l'article 3§ 6 du présent arrêté et de la durée normale d'amortissement telle que prévue à l'article 9 du décret.

Art. 4. Les révisions de prix contractuelles résultant des fluctuations des salaires et charges sociales ainsi que des matériaux, telles qu'elles résultent de l'application du cahier spécial des charges régissant l'entreprise subsidiaire n'entrent pas dans le calcul du coût maximum subsidiable.

Art. 5. Moyennant l'accord du Collège, dans les limites de crédits disponibles, certains investissements liées à l'accueil ou à l'hébergement de personnes atteintes d'une association de déficiences graves avec, le plus fréquemment, une déficience mentale sévère, une déficience motrice, une déficience sensorielle, peuvent être admis au bénéfice d'une subvention au-delà du montant maximum subsidiable dans le respect des conditions fixées à l'article 5 du décret. Il s'agit de :

- a. L'aménagement des abords à la condition qu'ils soient rendus accessibles aux personnes handicapées;
- b. Le premier ameublement;
- c. Les emplacements d'arrêt et de stationnement des véhicules, y compris les emplacements couverts, en nombre strictement limité aux besoins, pour autant qu'ils soient aménagés conformément aux handicaps des personnes accueillies et, pour certains, munis des panneaux définis à l'article 70.2.1.3°c de l'Arrêté royal du 1^{er} décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique.

CHAPITRE III. — *Octroi de subventions à l'achat de bâtiments**Section 1^{re}. — Accord de principe*

Art. 6. Le demandeur introduit auprès de l'administration une demande d'accord de principe pour l'octroi d'une subvention à l'achat d'un bâtiment.

Cette demande comprend les documents suivants :

1° L'extrait du procès-verbal de la délibération de l'organe compétent du demandeur.

La preuve que le demandeur est une ASBL ou une fondation et la composition de son conseil d'administration.

2° Un mémoire indiquant les raisons qui justifient l'achat envisagé. Ce mémoire doit comporter les éléments suivants :

a) une liste de futurs usagers potentiels;

b) les points visés en référence à l'art. 7. 1° du décret;

c) le territoire à desservir;

d) la description des lieux et du bâtiment recherchés (gabarit, surface, organisation de l'espace, jardin, etc.);

e) une note relative à l'environnement, aux voies d'accès et moyens de transport recherchés;

f) une ébauche de projet collectif ou de projet de service qui doit comprendre notamment les caractéristiques de la population accueillie ou à accueillir ou le public cible;

3° une estimation de l'investissement envisagé;

4° un plan de financement de l'opération immobilière envisagée, y compris l'éventuel recours à un financement externe;

5° un plan de financement du fonctionnement futur.

Art. 7. Endéans les soixante jours ouvrables à dater de la réception par l'administration du dossier complet, celle-ci soumet le dossier pour accord de principe du Collège. Sur base de documents transmis par l'administration, le Collège prend sa décision et donne son éventuel accord de principe pour l'octroi d'une subvention unique à l'investissement ou d'une subvention périodique à l'utilisation en vue de l'achat d'un bâtiment.

Art. 8. Cet accord de principe est valable pendant une période de deux ans, délai avant l'expiration duquel, soit la demande de décision définitive d'octroi de subvention doit être introduite, soit la demande de prolongation de la validité de cet accord de principe doit être introduite.

Art. 9. Le dossier de demande de prolongation comprend les éléments suivants :

1° la liste des actions entreprises et raisons pour lesquelles elles n'ont pas abouti;

2° l'actualisation du mémoire déposé lors de la demande d'accord de principe;

3° l'extrait du procès-verbal de la délibération de l'organe compétent du demandeur

Art. 10. Sur base de documents transmis par l'administration, le Collège prend sa décision et donne son éventuel accord sur la prolongation de deux ans de la validité de l'accord de principe.

Section 2. — Décision définitive d'octroi de la subvention

Art. 11. Le demandeur introduit auprès de l'administration une demande de décision définitive d'octroi de la subvention.

Cette demande porte sur un bien précis et comprend les documents suivants :

1° L'extrait du procès-verbal de la délibération de l'organe compétent du demandeur proposant l'achat du bien et approuvant le prix de vente et l'estimation des travaux d'aménagement;

2° Un mémoire indiquant les raisons qui justifient le choix du bâtiment proposé. Ce mémoire doit comporter les éléments suivants :

a) un plan de situation;

b) la description des lieux et du bâtiment dont l'achat est envisagé (ancienneté, vétusté, gabarit, surface, organisation de l'espace, jardin, etc.);

c) une note relative à l'environnement, aux voies d'accès et moyens de transport;

d) la liste et l'identification des autres biens visités et les raisons pour lesquelles ils n'ont pas convenu;

e) une ébauche actualisée et étoffée de projet collectif ou de projet de service qui doit comprendre notamment les caractéristiques de la population accueillie ou à accueillir ou le public cible, l'ébauche de projet collectif doit en outre comprendre les modalités de répartition des personnes handicapées dans les groupes ou unités de vie;

3° Un avis du Service régional d'Incendie;

4° Un certificat d'un service agréé concernant l'accessibilité aux personnes handicapées de ce bâtiment. Ce certificat doit notamment porter sur l'accès, la circulation et l'usage du bâtiment pour les personnes handicapées;

5° Un avis de l'IBGE relatif au respect des objectifs de performances énergétiques tels que définis à l'article 3. 8° ou 9° du décret;

6° Le prix de vente;

7° Une estimation des droits d'enregistrement et des frais d'acte;

8° Une estimation des travaux d'aménagement à réaliser éventuellement;

9° Un plan de financement actualisé de l'opération immobilière envisagée; y compris, en cas de financement externe,

- a) Le cahier spécial des charges,
- b) les offres de financement déposées et leurs annexes,
- c) la copie de l'offre retenue,
- d) le procès-verbal d'ouverture des offres,
- e) le rapport d'analyse des offres,
- f) la délibération de l'organe de décision;

10° Un plan de financement actualisé du fonctionnement futur;

11° Une attestation établissant la preuve que le demandeur est à même de contribuer au financement de l'achat et des travaux d'aménagement;

12° Un extrait de la matrice cadastrale;

13° Un relevé d'identité bancaire.

Art. 12. § 1^{er}. Endéans les soixante jours ouvrables à dater de la réception par l'administration du dossier complet et de l'estimation de la valeur vénale telle qu'elle a pu être estimée par le Comité d'Acquisition d'Immeuble ou par le Receveur de l'Enregistrement, celle-ci soumet la demande pour décision définitive du Collège. Sur base de documents transmis par l'administration, le Collège prend la décision définitive d'octroi de la subvention et fixe définitivement le montant admis au bénéfice de celle-ci.

§ 2. Le montant de la subvention est calculé sur base du prix d'achat majoré des droits d'enregistrement et des frais d'acte, à la condition toutefois que ce montant de l'achat ne dépasse ni la valeur vénale ni le montant maximum subsidiable.

La subvention est calculée sur la base de la plus basse de ces trois valeurs majorée des frais d'acte et des droits d'enregistrement réduits en proportion de la valeur prise en compte pour le calcul.

§ 3. En outre, dans le cas d'une subvention périodique à l'utilisation, le Collège fixe définitivement la marge de financement,

- a. si aucun aménagement complémentaire n'est nécessaire, il fixe le taux d'intérêt de référence (rs),
- b. si des aménagements complémentaires sont nécessaires, il octroie une subvention en intérêts couvrant les intérêts intercalaires pendant la période des travaux.

Section 3. — Liquidation de la subvention

Art. 13. L'acte d'achat ne peut être passé qu'après la décision définitive d'octroi de subvention.

Art. 14. § 1^{er}. En vue de la liquidation de la subvention, le demandeur doit présenter les documents suivants :

1° La copie de l'acte d'achat enregistré;

2° Le relevé des frais d'acte notariaux.

3° Si le bâtiment doit faire l'objet de travaux complémentaires, un avant-projet des travaux conforme aux articles 20 à 22 du présent arrêté.

§ 2. La subvention est liquidée suivant les modalités suivantes :

- a. Dans le cas d'une subvention unique à l'investissement, dès que l'avant-projet est approuvé par le Collège.
- b. Dans le cas d'une subvention périodique à l'utilisation, et lorsque des travaux ultérieurs sont nécessaires, le Collège octroie une subvention en intérêts dès l'approbation de l'avant-projet. Cette subvention en intérêts est destinée à couvrir des intérêts intercalaires à charge du demandeur pendant la période des travaux. Il fixe alors la marge sur le financement afin de permettre de calculer les taux d'intérêts trimestriels de référence (ri) applicable pendant la durée des travaux.
- c. Dans le cas d'une subvention périodique à l'utilisation et lorsque la mise en service est immédiate, la subvention est liquidée selon les modalités prévues à l'article 40 et 41 du présent arrêté.

CHAPITRE IV. — *Octroi de subventions à la construction, l'agrandissement, la transformation, les grosses réparations, l'amélioration de l'accessibilité aux personnes à mobilité réduite de bâtiments, l'équipement et le premier ameublement*

Section 1^{re}. — Accord de principe

Art. 15. § 1^{er}. Le demandeur introduit auprès de l'administration une demande d'accord de principe pour la construction, l'agrandissement, la transformation, les grosses réparations, l'amélioration de l'accessibilité aux personnes à mobilité réduite de bâtiments, l'équipement et le premier ameublement ainsi qu'une demande d'octroi d'une subvention.

Cette demande comprend les documents suivants :

1° L'extrait du procès-verbal de la délibération de l'organe compétent du demandeur;

La preuve que le demandeur est une ASBL ou une fondation et la composition de son conseil d'administration;

2° Une attestation certifiant qu'il n'a pas encore été passé commande des travaux et fournitures faisant l'objet de la demande d'accord de principe;

3° Le titre de propriété, de superficie ou d'emphytéose du bâtiment à aménager ou du terrain à bâtir ou le droit de superficie sur le terrain.

§ 2. Un mémoire indiquant les raisons qui justifient l'investissement envisagé est joint à la demande d'octroi de principe visé au paragraphe 1^{er}. Ce mémoire doit comporter les éléments suivants :

- 1° une liste de futurs usagers potentiels;
- 2° les points visés en référence à l'article 7, 1° du décret;
- 3° le territoire à desservir;
- 4° un plan de situation;

- 5° pour le bâtiment existant, la description des lieux et du bâtiment (ancienneté, vétusté, organisation de l'espace);
- 6° une note relative à l'environnement, aux voies d'accès et moyens de transport;
- 7° une ébauche de projet collectif ou de projet de service qui doit comprendre notamment les caractéristiques de la population accueillie ou à accueillir ou le public cible;
- 8° un certificat d'un service agréé concernant l'accessibilité aux personnes handicapées de ce bâtiment;
- 9° une note d'orientation relative aux performances énergétiques futures de ce bâtiment;
- 10° la liste des bâtiments visités ayant une destination similaire ainsi qu'un résumé des enseignements tirés de ces visites;
- 11° un plan de financement de l'opération immobilière envisagée, y compris l'éventuel recours à un financement externe;
- 12° un plan de financement du fonctionnement futur.

Art. 16. Endéans les soixante jours ouvrables à dater de la réception par l'administration du dossier complet, celle-ci soumet le projet pour accord de principe du Collège. Sur base de documents transmis par l'administration, le Collège prend sa décision et donne son éventuel accord de principe sur l'octroi d'une subvention unique à l'investissement ou d'une subvention périodique à l'utilisation. Cet accord de principe est valable pendant une période de deux ans, délai avant l'expiration duquel, soit l'avant-projet des travaux doit être introduit, soit la demande de prolongation de la validité de l'accord de principe doit être introduite.

Art. 17. Si le demandeur n'a pu introduire l'avant-projet des travaux avant l'expiration du délai de deux ans, il introduit auprès de l'administration un dossier de demande de prolongation de deux ans de la validité de cet accord de principe.

Art. 18. Le dossier de demande de prolongation comprend les éléments suivants :

- 1° Liste des actions entreprises et raisons pour lesquelles elles n'ont pas abouti;
- 2° Actualisation du mémoire déposé lors de la demande d'accord de principe;
- 3° L'extrait du procès-verbal de la délibération de l'organe compétent du demandeur.

Art. 19. Endéans les soixante jours ouvrables à dater de la réception par l'administration du dossier complet, celle-ci soumet la demande de prolongation pour décision du Collège. Sur base de documents transmis par l'administration, le Collège prend sa décision et donne son éventuel accord sur la prolongation de deux ans de la validité de l'accord de principe.

Section 2. — Avant-projet

Art. 20. Le demandeur introduit auprès de l'administration un dossier d'avant-projet.

Art. 21. Le dossier d'avant-projet comprend les éléments suivants :

1° Les documents administratifs :

- a) l'extrait du procès-verbal de la délibération de l'organe compétent du demandeur de confier l'étude à un auteur de projet;
- b) l'extrait du procès-verbal de la délibération de l'organe compétent du demandeur approuvant l'avant-projet et le montant de l'estimation;
- c) l'ébauche actualisée et étoffée de projet collectif ou de projet de service qui doit comprendre notamment les caractéristiques de la population accueillie ou à accueillir ou le public cible, l'ébauche de projet collectif doit en outre comprendre les modalités de répartition des personnes handicapées dans les groupes ou unités de vie;
- d) l'avis du service régional d'incendie;
- e) un certificat d'un service agréé concernant l'accessibilité aux personnes handicapées de ce bâtiment, ce certificat doit notamment porter sur l'accès, la circulation et l'usage du bâtiment pour les personnes handicapées;
- f) une note d'orientation relative aux performances énergétiques futures de ce bâtiment;
- g) Une attestation établissant la preuve que le demandeur est à même de contribuer à la part. du financement des travaux lui incombant.

2° Les plans :

- a) Le plan général d'implantation indiquant :
 - les courbes de niveau;
 - l'emplacement du bâtiment et le niveau de l'étage inférieur;
 - le tracé des égouts;
 - le chemin d'accès;
 - les possibilités d'alimentation en eau potable et en énergie électrique;
 - les plans d'accès, de circulations verticale et horizontale et d'évacuation des personnes handicapées.
- b) Le profil en long des égouts;
- c) Les plans des différents niveaux, les vues des façades et les coupes principales à 1 ou 2 pour cent y compris ceux des bâtiments existants dans le cas d'adaptation.

3° Le relevé des superficies brutes bâties par étage, existantes et à construire;

4° La liste et les estimations des entreprises qui seront attribuées séparément;

5° Pour chaque entreprise, une note technique succincte qui décrit les procédés de construction, détaille les diverses dispositions à prendre, indique les matériaux à utiliser et les installations à prévoir;

6° Une note relative aux mesures à prendre pour assurer le fonctionnement du centre ou du service pendant la durée des travaux;

7° Un plan de financement actualisé du fonctionnement futur.

Art. 22. Endéans les soixante jours ouvrables à dater de la réception par l'administration du dossier complet, celle-ci soumet le dossier d'avant-projet pour décision du Collège. Sur base de documents transmis par l'administration, le Collège approuve l'avant-projet qui lui est soumis et fixe le montant maximum subsidiable.

Section 3. — Projet

Art. 23. Le demandeur introduit auprès de l'administration un dossier de projet.

Le dossier de projet introduit auprès de l'administration comprend les documents suivants :

1° L'extrait du procès-verbal de la délibération de l'organe compétent du demandeur approuvant le cahier spécial des charges, les plans et le montant de l'estimation;

2° Le cahier spécial des charges et ses annexes, notamment le métré descriptif, le modèle de soumission et le modèle de métré récapitulatif ou le modèle d'inventaire;

3° Les plans d'ensemble et tous les plans de détail nécessaires à la bonne compréhension des ouvrages;

4° Le métré estimatif;

5° Le plan sécurité-santé;

6° Le permis d'urbanisme;

7° L'avis du Service régional d'Incendie;

8° Un certificat d'un service agréé concernant l'accessibilité aux personnes handicapées de ce bâtiment. Ce certificat doit notamment porter sur l'accès, la circulation et l'usage du bâtiment pour les personnes handicapées. Ce certificat est établi après étude du cahier spécial des charges et des plans;

9° Un avis de l'IBGE relatif au respect des objectifs de performances énergétiques tels que définis à l'article 3. 8° ou 9° du décret;

10° Une note relative aux mesures à prendre pour assurer le fonctionnement du centre ou du service pendant la durée des travaux;

11° Si un financement externe est envisagé, le cahier spécial des charges et ses annexes concernant le marché de services de financement ainsi que l'extrait du procès-verbal de la délibération de l'organe compétent du demandeur approuvant le cahier spécial des charges pour le financement.

Art. 24. Le projet doit être conforme à l'avant-projet approuvé.

Art. 25. Sur base de documents transmis par l'administration, le projet ainsi que le mode de passation des marchés sont soumis à l'approbation du Collège.

Section 4. — Décision définitive d'octroi de la subvention

Art. 26. L'administration est informée au moins 15 jours à l'avance de la date de l'ouverture des offres relatives aux marchés de travaux et de financement.

Art. 27. Le demandeur introduit auprès de l'administration le dossier de demande de décision définitive d'octroi de la subvention.

Art. 28. Le dossier comprend les documents suivants :

1° Le cahier spécial des charges, le métré estimatif, les plans et le plan sécurité-santé qui ont servi de base à l'attribution;

2° Les preuves de publicité;

3° Les offres déposées et leurs annexes;

4° Copie de l'offre retenue;

5° Le procès-verbal d'ouverture des offres;

6° Le rapport d'analyse des offres;

7° En cas de modification par rapport au projet approuvé, un certificat d'un service agréé concernant l'accessibilité aux personnes handicapées de ce bâtiment. Ce certificat doit notamment porter sur l'accès, la circulation et l'usage du bâtiment pour les personnes handicapées;

8° En cas de modification par rapport au projet approuvé, un avis de l'IBGE relatif au respect des objectifs de performances énergétiques tels que définis à l'article 3. 8° ou 9° du décret;

9° Un plan de financement actualisé de l'opération immobilière envisagée; y compris, en cas de financement externe,

a) Le cahier spécial des charges,

b) les offres de financement déposées et leurs annexes,

c) la copie de l'offre retenue,

d) le procès-verbal d'ouverture des offres,

e) le rapport d'analyse des offres,

f) la délibération de l'organe de décision;

10° L'extrait du procès-verbal de la délibération motivée par laquelle l'organe compétent du demandeur propose la désignation de l'adjudicataire et approuve le montant de son offre.

11° L'extrait du procès-verbal de la délibération motivée par laquelle l'organe compétent du demandeur propose la désignation de l'organisme financier et approuve les conditions de son offre.

12° Un relevé d'identité bancaire.

Art. 29. § 1^{er}. Endéans les soixante jours ouvrables à dater de la réception par l'administration du dossier complet, celle-ci le soumet pour décision au Collège. Sur base des documents transmis par l'administration, le Collège prend la décision définitive d'octroi de subvention et fixe le montant admis au bénéfice de la subvention.

§ 2. Dans le cas d'une subvention périodique à l'utilisation, dans les conditions fixées à l'article 5 du décret, le Collège octroie une subvention en intérêts couvrant des intérêts intercalaires à charge du demandeur. Le Collège fixe alors la marge sur le financement afin de permettre de calculer les taux d'intérêts trimestriels de référence (ri) applicable pendant la durée des travaux.

Art. 30. L'ordre de commencer les travaux, de livrer les fournitures ou de mettre les fonds à disposition ne peut être donné avant que la décision définitive d'octroi de subvention n'ait été prise.

Au moment où il envoie ses ordres aux adjudicataires, le demandeur en fait parvenir une copie à l'administration. Le demandeur communique également à l'administration une copie de la lettre fixant la date de début des travaux.

Art. 31. § 1^{er}. A la fin de chaque mois, il est dressé un état d'avancement des travaux à signer pour accord par l'entrepreneur, l'auteur de projet et le demandeur.

§ 2. En vue de la liquidation de la subvention en intérêts, le demandeur présente trimestriellement à terme échu une créance accompagnée d'un relevé de l'organisme financier détaillant le relevé des intérêts intercalaires dus, la marge de financement et le détail du calcul des intérêts.

Art. 32. Des acomptes sur subvention unique à l'investissement sont liquidés au demandeur jusqu'à concurrence des neuf dixièmes de l'engagement initial, sur présentation des états d'avancement, des factures et des lettres de créance y afférentes.

Art. 33. Seuls les travaux supplémentaires ou modificatifs indispensables, indépendants de la volonté du demandeur et qui n'étaient pas prévisibles lors de l'attribution du marché peuvent bénéficier, dans la limite du montant maximum subsidiable, d'une subvention complémentaire.

Art. 34. Le demandeur procède à la réception provisoire des travaux dans les conditions prescrites par le cahier général des charges. L'administration est informée au moins 15 jours avant la date fixée pour la réception provisoire.

Art. 35. § 1^{er}. Lorsque les travaux sont terminés et réceptionnés, le montant total de la subvention est déterminé en fonction du compte final.

§ 2. La mise en service du bâtiment, des installations, des travaux et de l'ameublement est attestée, le cas échéant, par le P.V. de réception provisoire et constaté par l'administration.

§ 3. Dans le cas où la subvention est liquidée sous forme de subvention unique à l'investissement le dixième restant de l'engagement initial peut être liquidé au demandeur.

§ 4. Dans le cas où la subvention est liquidée sous forme de subvention périodique à l'utilisation, sur base des attestations de l'organisme financier précisant le taux d'intérêt (r), le Membre du Collège, sur base de la marge de financement octroyée, fixe le taux d'intérêt de référence (rs) et le montant définitif de l'annuité (A).

Section 5. — Compte final de l'entreprise

Art. 36. Le demandeur introduit auprès de l'administration le compte final de l'entreprise.

Art. 37. Le dossier contenant le compte final de l'entreprise comprend les documents suivants :

- 1° Le procès-verbal de réception provisoire;
- 2° Un tableau établissant le montant total dû à l'entrepreneur;
- 3° Les justifications et décomptes ayant trait au tableau précité;
- 4° Un tableau récapitulant les états d'avancements;
- 5° Le tableau donnant la justification du délai d'exécution et ses annexes;
- 6° La facture relative aux essais géotechniques;
- 7° Les factures relatives aux raccordements eau – gaz – électricité;
- 8° La facture finale de l'adjudicataire;
- 9° Un certificat d'un service agréé concernant la réception des travaux relatif à l'accessibilité aux personnes handicapées de ce bâtiment;
- 10° Un certificat émanant de l'IBGE relatif aux atteintes des performances énergétiques annoncées.
- 11° L'extrait du procès-verbal de la délibération de l'organe compétent du demandeur approuvant le compte final

Art. 38. Le montant de l'entreprise admis au bénéfice de la subvention comprend les postes suivants :

1° Le montant total dû à l'entrepreneur déduction faite des postes non éligibles aux subventions de la soumission et des décomptes et travaux modificatifs non acceptés, mais y compris les révisions contractuelles proportionnelles au montant subsidiable telles qu'elles résultent de l'application du cahier spécial des charges régissant l'entreprise subsidiée pour autant que ce document ait fait l'objet d'une approbation préalable du Collège telle que prévue aux articles 23 à 25 du présent arrêté;

2° Le montant de la taxe sur la valeur ajoutée;

3° Le montant des frais généraux, celui-ci étant fixé forfaitairement à 10 pour cent du total des montants repris sub 1° et 2°;

4° Le coût des essais géotechniques éventuels;

5° Le coût des raccordements éventuels en eau – gaz – électricité pour autant qu'ils aient été effectués par les sociétés distributrices.

Art. 39. Endéans les soixante jours ouvrables à dater de la réception par l'administration du dossier complet, celle-ci le soumet pour décision au Collège. Sur base de documents transmis par l'administration, le Collège approuve le compte final de l'entreprise et, s'il échet, prend la décision d'octroi d'un montant complémentaire admis au bénéfice de la subvention en application de l'article 33 du présent arrêté et décide de le liquider sous forme de subvention unique à l'investissement ou de subvention périodique à l'utilisation aux conditions fixées en application de l'article 35, § 4, du présent arrêté.

CHAPITRE V. — *Dispositions relatives aux subventions périodiques à l'utilisation*

Art. 40. Le calcul de l'annuité (A) déterminant le montant de la subvention porte sur l'entière du montant admis au bénéfice de la subvention, il se base sur le taux d'intérêt de référence (rs) calculé, selon le cas, à la date de l'achat du bâtiment ou à la date de la réception provisoire des travaux.

Art. 41. La liquidation de la subvention périodique a lieu annuellement, pour la première fois, dans un délai de 4 mois suivant la mise en service attestée suivant les modalités prévues aux articles 14 et 35 du présent arrêté et, pour les années ultérieures, dans un délai de 4 mois suivant la date anniversaire de la mise en service, sur présentation d'une créance.

Lors de la liquidation annuelle de celle-ci, la subvention effective à l'utilisation est calculée en tenant compte du taux d'occupation de l'infrastructure à l'aide de la formule suivante :

$$AE_{(x)} = A * TO_{(x-1)}$$

Dans laquelle

- AE(x) est le montant annuel effectif de la subvention périodique à l'utilisation de l'année

- A est le montant annuel de la subvention périodique à l'utilisation

- TO(x-1) est le taux d'occupation annuel de l'année précédente tel qu'il est calculé annuellement par l'administration

Lors de la première année d'exploitation, au moment de l'exigibilité de la subvention, le taux d'occupation annuel (TO(0)) est inexistant. Dès lors, pour cette première année, on considère que le taux d'occupation vaut 1.

Pour les années suivantes, il sera systématiquement fait référence aux taux d'occupation de l'année précédente (TO(x-1)).

Au cours de la 21^e année, dès que le taux d'occupation de la 20^e année sera connu, une correction sera apportée au montant de la subvention de la 20^e année; l'éventuel trop-perçu sera récupéré et l'éventuel moins-perçu sera versé.

Art. 42. Dans le cas d'une subvention périodique à l'utilisation, le demandeur peut financer le montant admis au bénéfice de la subvention sur base de fonds propres et/ou d'un financement externe. Toutefois, afin de garantir l'équilibre financier du projet, l'éventuel financement externe doit correspondre aux conditions suivantes :

1. la durée du financement ne peut excéder 20 ans,
2. le montant des remboursements périodiques doit être constant dans le temps.

CHAPITRE VI. — *Dispositions complémentaires relatives au respect des engagements*

Art. 43. § 1^{er}. Le demandeur ne peut grever le bien d'une sûreté quelconque en faveur d'un tiers, notamment via une inscription hypothécaire ou un mandat hypothécaire, qu'avec l'autorisation expresse et préalable du Membre du Collège.

§ 2. L'administration peut réclamer à tout moment au demandeur une attestation récente provenant du bureau des hypothèques, dont il ressort qu'il a été constitué ou non une hypothèque sur le bien.

§ 3. Aucun mandat ou inscription hypothécaire ne peut être autorisé pour d'autres crédits que ceux se rapportant strictement au financement du bâtiment, de l'équipement et de l'ameublement pour lequel une subvention est octroyée.

Art. 44. En application de l'article 5, 3^e tiret, 3^o du décret, le non respect de l'engagement d'accueil de 75 % de personnes handicapées reprises en catégorie C, tel qu'il est calculé par l'administration, se traduit par un remboursement de trop perçu de subvention. Celui-ci est calculé de la manière suivante :

$$R = DTi * A * (1 - Tc)$$

Où

- R est le montant du trop perçu à rembourser

- DTi est égal à la différence entre le taux d'intervention de 90 % et le taux d'intervention qui aurait dû être appliqué compte tenu du fait que la norme de 75 % de personnes handicapées n'est pas rencontrée.

* DTi vaut 10 % lorsque le service accueille des personnes adultes handicapées

* DTi vaut 30 % lorsque le service accueille des enfants handicapés

- A est

* dans le cas des subventions uniques à l'investissement, le montant de l'amortissement de la subvention calculé en application de l'article 9 du décret

* dans le cas des subventions périodiques à l'utilisation, le montant annuel de la subvention périodique à l'utilisation

- Tc est le taux d'occupation annuel par des personnes handicapées reprises en catégorie C tel que constaté par l'administration

Art. 45. Dans le cadre des subventions obtenues sur base de l'article 5 du présent arrêté, le non respect de l'engagement d'accueil pendant toute la durée d'amortissement entraîne le remboursement intégral des subventions obtenues dans le cadre de cet article.

CHAPITRE VII. — *Dispositions abrogatoires*

Art. 46. Sont abrogés :

1^o l'arrêté ministériel du 23 janvier 1976 portant fixation du prix maximum par lit pour le calcul des subsides à la construction, l'aménagement et l'équipement d'établissements spéciaux pour handicapés mentaux ou physiques modifié par l'arrêté ministériel du 2 juin 1977.

2^o l'arrêté ministériel du 23 janvier 1976 portant fixation du coût maximum par lit pour le calcul des subsides à la construction, l'aménagement et l'équipement des homes pour handicapés adultes modifié par l'arrêté ministériel du 2 juin 1977.

3° l'arrêté ministériel du 23 janvier 1976 portant fixation du coût maximum pour le calcul des subsides à la construction, l'aménagement et l'équipement de homes de court séjour pour handicapés mentaux ou physiques.

4° l'arrêté du 16 janvier 1987 de l'Exécutif de la Communauté française fixant pour la Communauté française les règles selon lesquelles les subsides sont octroyés à des administrations subordonnées, à des établissements d'utilité publique ou à des ASBL pour les travaux de construction ou d'aménagement de bâtiments destinés à l'accueil ou l'hébergement de personnes handicapées ainsi que pour l'équipement ou le premier ameublement de ces immeubles.

5° l'arrêté du 16 janvier 1987 de l'Exécutif de la Communauté française fixant pour la Communauté française les règles selon lesquelles les subsides sont octroyés à des administrations subordonnées, à des établissements d'utilité publique, à des ASBL pour l'achat de constructions existantes destinées à l'accueil ou à l'hébergement de personnes handicapées.

CHAPITRE VIII. — Dispositions finales

Art. 47. Le Collège donne délégation de compétence au Membre du Collège pour toutes les décisions d'octroi de subventions uniques à l'investissement qui n'impliquent aucune extension de capacité agréée de base; indépendamment de leur montant, les décisions d'octroi de subventions périodiques et les décisions impliquant une extension de capacité sont prises par le Collège.

Art. 48. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 49. Le Membre du Collège, compétent pour la politique d'aide aux personnes handicapées est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 14 juillet 2011.

Par le Collège :

La Membre du Collège chargée de la Politique d'Aide aux Personnes Handicapées,
Mme E. HUYTEBROECK
Le Ministre-Président du Collège,
C. DOULKERIDIS

VERTALING

FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 2011 — 2603

[C — 2011/31443]

14 JULI 2011. — **Besluit 2011/149 van het College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie tot vaststelling van de voorwaarden en modaliteiten voor de toekenning van subsidies voor de aankoop of de bouw van gebouwen met het oog op de inrichting van dagcentra, verblijfscentra en centra voor begeleid wonen en de organisatie van vrijetijdsbesteding voor personen met een handicap door de begeleidingsdiensten evenals voor de uitbreiding, de verbouwing, de grote herstellingen, de verbetering van de toegankelijkheid voor personen met een beperkte mobiliteit, de uitrusting en de eerste meubilering van die gebouwen**

Het College van de Franse Gemeenschapscommissie,

Gelet op het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 29 oktober 2010 betreffende de toekenning van subsidies voor de aankoop of de bouw van gebouwen met het oog op de inrichting van dagcentra, verblijfscentra en centra voor begeleid wonen en de organisatie van vrijetijdsbesteding voor personen met een handicap door de begeleidingsdiensten evenals voor de uitbreiding, de verbouwing, de grote herstellingen, de verbetering van de toegankelijkheid voor personen met een beperkte mobiliteit, de uitrusting en de eerste meubilering van die gebouwen, inzonderheid op de artikelen 5, 6, 7, 10 en 11.

Gelet op het ministerieel besluit van 23 januari 1976 houdende vaststelling van de maximumprijs per bed voor de berekening van subsidies voor de bouw, de aanpassing en de uitrusting van speciale inrichtingen voor mentaal of fysisch gehandicapten.

Gelet op het ministerieel besluit van 23 januari 1976 houdende vaststelling van de maximumkost per bed voor de berekening van subsidies voor de bouw, de aanpassing en de uitrusting van speciale inrichtingen voor mentaal of fysisch gehandicapten.

Gelet op het ministerieel besluit van 23 januari 1976 houdende vaststelling van de maximumprijs voor de berekening van subsidies voor de bouw, de aanpassing en de uitrusting van tehuizen voor kort verblijf voor mentaal of fysisch gehandicapten.

Gelet op het besluit van 16 januari 1987 van de Franse Gemeenschapsexecutieve tot vaststelling voor de Franse Gemeenschap van de regels volgens dewelke toelagen worden toegekend aan ondergeschikte besturen, aan instellingen van openbaar nut of aan VZW's, voor werkzaamheden omtrent de bouw of aanpassing van gebouwen die bestemd zijn om personen met een handicap op te vangen of onder te brengen en voor de voorzieningen of eerste meubilering van die gebouwen.

Gelet op het besluit van 16 januari 1987 van de Franse Gemeenschapsexecutieve tot vaststelling voor de Franse Gemeenschap van de regels volgens dewelke toelagen worden toegekend aan ondergeschikte besturen, aan instellingen van openbaar nut of aan VZW's, voor de aankoop van bestaande constructies bestemd voor de opvang of het verblijf van personen met een handicap.

Gelet op het advies van de Franstalige Brusselse Raad voor Bijstand aan Personen en Gezondheid, gegeven op 12 januari 2011;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 3 mei 2011;

Gelet op het akkoord van het Collegelid belast met de Begroting, gegeven op 5 mei 2011;

Gelet op het advies 49.758/4 van de Raad van State gegeven op 20 juni 2011, in toepassing van artikel 84, § 1, 1e lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op voorstel van het Collegelid belast met het Beleid inzake bijstand aan personen met een handicap;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

Artikel 1. Dit besluit regelt overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet, een aangelegenheid bedoeld in artikel 128 van de Grondwet.

Art. 2. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° Het College : Het College van de Franse Gemeenschapscommissie;

2° Het Collegelid : het Collegelid belast met het Beleid inzake bijstand aan personen met een handicap,

3° De personen met een handicap : de personen zoals gedefinieerd in artikel 2 van het decreet van 4 maart 1999 inzake de sociale integratie van gehandicapte personen en hun inschakeling in het beroepsproces;

4° Het bestuur : de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie;

5° De aanvrager : de vereniging zonder winstoogmerk of de stichting die drager is van een project van dagcentra, verblijfscentra, centra voor begeleid wonen of voor de organisatie van vrijetijdsbesteding voor personen met een handicap door de begeleidingsdiensten waarvoor de vereniging toelagen ontvangt voor de aankoop of de bouw van gebouwen, alsook voor de uitbreiding, de verbouwing, de grote herstellingen, de verbetering van de toegankelijkheid voor personen met een beperkte mobiliteit, de uitrusting en de eerste meubilering van die gebouwen.

6° Het maximum subsidieerbaar bedrag : het maximum bedrag van de aankopen en werken die in aanmerking worden genomen voor de berekening van het bedrag van de toelage.

7° Het decreet : het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 29 oktober 2010 betreffende de toekenning van subsidies voor de aankoop of de bouw van gebouwen met het oog op de inrichting van dagcentra, verblijfscentra en centra voor begeleid wonen en de organisatie van vrijetijdsbesteding voor personen met een handicap door de begeleidingsdiensten evenals voor de uitbreiding, de verbouwing, de grote herstellingen, de verbetering van de toegankelijkheid voor personen met een beperkte mobiliteit, de uitrusting en de eerste meubilering van deze gebouwen.

8° Een erkende dienst betreffende de toegankelijkheid van personen met een handicap : een dienst zoals gedefinieerd in artikel 2, 5° van het besluit 2009/139 van 28 mei 2009 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de erkenning van gespecialiseerde diensten op het gebied van toegang tot de maatschappelijke ruimte voor personen met een handicap.

9° Een erkende instantie betreffende de energieprestaties van gebouwen : een dienst zoals gedefinieerd in artikel 3, 8° en 9° van het decreet.

10° Een erkende basiscapaciteit :

- voor de dagcentra voor schoolgaande kinderen : een erkende capaciteit zoals gedefinieerd in artikel 3, § 2, van het besluit van het College van 18 juli 2002 betreffende de erkenning van en de toelagen aan de dagcentra voor schoolgaandekinderen;

- voor de dagcentra voor niet-schoolgaande kinderen, de verblijfscentra voor kinderen, de dagcentra voor volwassenen en de verblijfscentra voor volwassenen : een erkende basiscapaciteit zoals gedefinieerd in artikel 3, § 3, van het besluit van het College van 21 september 2006 betreffende de erkenning van en de toelagen aan de dagcentra en de verblijfscentra voor personen met een handicap;

- voor de lichte zorg voor kinderen ouder dan 16 jaar of voor volwassenen in verblijfscentra : een erkende basiscapaciteit zoals gedefinieerd in artikel 3, § 8, van het besluit van het College van 21 september 2006 betreffende de erkenning van en de toelagen aan de dagcentra en de verblijfscentra voor personen met een handicap;

11° Een aangevraagde erkende basiscapaciteit : een erkende basiscapaciteit zoals gedefinieerd in 10° waarvoor een subsidieaanvraag is ingediend

12° De periodieke gebruikstoelage : is een jaarlijks toegekende toelage waarvan het bedrag berekend wordt als een vaste annuïteit voor de terugbetaling van een ontleend kapitaal voor een duur van 20 jaar aan de hand van de volgende formule :

$$A = \frac{K \cdot rs}{1 - (1 + rs)^{-20}}$$

- waarin A het jaarbedrag is van de periodieke gebruikstoelage

- K het aanvaarde bedrag voor de toelage is

- rs de referentierentevoet is

13° De referentierentevoeten :

a. De jaarlijkse referentierentevoet (rs) wordt gebruikt in de berekening van de periodieke gebruikstoelage. De referentierentevoet (rs) wordt berekend aan de hand van de onderstaande formule :

$$C = \sum_{t=1}^n CF_t + dft$$

$CF_t = Kt + It$ als $t < n$

$CF_t = Kt + I_t + SRDt$ als $t = n$

Referentievoet (rs) = r + financieringsmarge

r : rentevoet die de actualisatie van de cashflows, op basis van de EURIBOR of IRS ask zero-coupon rentevoeten, gelijkstelt met het aanvankelijk ontleende kapitaal. Deze rentevoet wordt als volgt op drie decimalen afgerond : indien de vierde decimaal begrepen is tussen 0 en 4, wordt naar beneden afgerond, terwijl naar boven wordt afgerond indien de vierde decimaal begrepen is tussen 5 en 9.

C : ontleend kapitaal

CF_t : cashflow (kasstroom) op tijdstip t

Kt : aflossing in kapitaal op tijdstip t .

It : terugbetaling in interest op tijdstip t

dft : actualisatiefactor op tijdstip t . Deze actualisatiefactor wordt berekend op basis van de EURIBOR rentevoet van dat tijdstip voor tijdstippen gelijk aan of kleiner dan 1 jaar en van de IRS ask nulcoupon rentevoet van dat tijdstip voor tijdstippen groter dan 1 jaar. De actualisatiefactoren worden bepaald op basis van eenzelfde berekeningsbasis. Indien een rentevoet niet bestaat, wordt hij geïnterpoleerd via de Cubic Spline methode.

n : aantal periodes dat de rentevoet geldig is

$SRDt$: resterend schuldsaldo na terugbetaling in kapitaal op tijdstip t

De rentevoet die zo wordt bekomen, houdt rekening met de periodiciteit van de betalingen.

Voor de berekening van de rente zal de formule rekening houden met het aantal werkelijke dagen op basis van een jaar van 365 dagen (actual/365)

Indien de referentierentevoeten niet of niet meer publiek zouden worden gemaakt, niet meer representatief zouden zijn of incorrect zouden blijken, worden ze vervangen door gelijkaardige referentierentevoeten betreffende de financiering op korte of lange termijn.

b. De referentierentevoet (ri) wordt gebruikt bij de berekening van de tussentijdse interesten.

De rentevoet (ri) is een variabele rentevoet die kan worden toegepast gedurende de werkzaamheden. De rentevoet is de dagelijkse EURIBOR 3 Maand (Euro Interbank Offered Rate) verhoogd of verlaagd met de financieringsmarge. De rentevoet toepasbaar op het dagelijks debetsaldo van de rekening "kredietopening" zal dagelijks vastgesteld worden op basis van de EURIBOR 3 Maand zoals die iedere dag wordt gepubliceerd op het Reutersscherm op de pagina EURIBOR01. De berekeningsbasis is actual/360. De aanvrager zal de modaliteiten nader bepalen opdat de toepassing van de rentevoeten gemakkelijk gecontroleerd kan worden. Het percentage (ri) dat zo wordt bekomen, geldt voor de betaling van de interesten na vervallen termijn en per trimester (data : 31 maart, 30 juni, 30 september en 31 december). Voor de berekening van de rente zal de formule rekening houden met het aantal werkelijke dagen op basis van een jaar van 360 dagen (actual/360)

14° Financieringsmarge

De financieringsmarge is de rentevoet in plus of in min, uitgedrukt in basispunten (0,01 %) toegepast op de som van de actualisatie van de cashflows, op basis van de EURIBOR of IRS ask zero-coupon rentevoeten. De financieringsmarge blijft onveranderd gedurende de uitbetaling van de tussentijdse interesten en gedurende de uitbetaling van de periodieke gebruikstoelage. De actualisatievoeten zullen worden bepaald op de datum van de voorlopige oplevering van de werkzaamheden of de aankoop van het gebouw, op basis van de Euribor-rentevoet die dagelijks wordt bekendgemaakt op het Reutersscherm op de pagina EURIBOR01 of op de website www.gottexbrokers.com, op de pagina IRS quotes EUR Fixing.

15° De ondernemer of de onderneming : De natuurlijke of rechtspersoon die, door de aanvrager, geraadpleegd of belast wordt met de bouw of de uitvoering van de werken voor de uitbreiding, de verbouwing, de grote herstellingen, de verbetering van de toegankelijkheid voor personen met een beperkte mobiliteit, de uitrusting en de eerste meubilering van deze gebouwen.

16° BIM : Brussels Instituut voor Milieubeheer, opgericht bij het Koninklijk Besluit van 8 maart 1989.

HOOFDSTUK II. — *Gemeenschappelijke bepalingen*

Art. 3. § 1. Het maximum subsidieerbaar bedrag wordt vastgesteld op € 1.300 per m² voor een maximum aantal m².

§ 2. Mits goedkeuring van het College kan het maximum subsidieerbaar bedrag tot € 1.500 gebracht worden voor een maximum aantal m², als, door de handicap van de op te vangen personen, het gebouw op grondniveau moet gebouwd worden.

§ 3. Het maximum aantal m² wordt vastgesteld op :

- 1° maximum 30 m² vermenigvuldigd met de erkende basiscapaciteit of de aangevraagde basiscapaciteit voor de dagcentra voor schoolgaande kinderen
- 2° maximum 40 m² vermenigvuldigd met de erkende basiscapaciteit of de aangevraagde basiscapaciteit voor de dagcentra voor niet-schoolgaande kinderen
- 3° maximum 100 m² voor de opdrachten inzake vrijetijdsbesteding voor kinderen van de begeleidingsdiensten
- 4° maximum 50 m² vermenigvuldigd met de erkende basiscapaciteit of de aangevraagde basiscapaciteit, de plaatsen die plaatsen voor lichte opvang zijn geworden niet inbegrepen, voor de verblijfscentra voor kinderen
- 5° maximum 40 m² vermenigvuldigd met de erkende basiscapaciteit of de aangevraagde basiscapaciteit voor lichte opvang van kinderen ouder dan 16 jaar in verblijfscentra
- 6° maximum 40 m² vermenigvuldigd met de erkende basiscapaciteit of de aangevraagde basiscapaciteit in dagcentra voor volwassenen
- 7° maximum 120 m² voor de opdrachten inzake vrijetijdsbesteding voor volwassenen van de begeleidingsdiensten

- 8° maximum 60 m² vermenigvuldigd met de erkende basiscapaciteit of de aangevraagde basiscapaciteit, de plaatsen die plaatsen voor lichte opvang zijn geworden niet inbegrepen, voor de verblijfscentra voor volwassenen
- 9° maximum 40 m² vermenigvuldigd met de erkende basiscapaciteit of de aangevraagde basiscapaciteit voor lichte opvang van volwassenen in verblijfscentra
- 10° maximum 40 m² vermenigvuldigd met het aantal begunstigen van de opdracht voor begeleid wonen van de begeleidingsdiensten
- 11° maximum 120 m² voor de opdrachten inzake vrijetijdsbesteding voor personen die in grote mate van derden afhankelijk zijn van de begeleidingsdiensten

§ 4. Het maximum subsidieerbaar bedrag wordt vastgesteld op datum van 1 januari 2010.

Het maximum subsidieerbaar bedrag omvat noch de belasting over de toegevoegde waarde, noch de registratierechten en kosten van notariële akten, noch de in artikel 38 van dit besluit bedoelde posten.

§ 5. Alle meerkosten in verband met de overdracht aan derden van de risico's die verbonden zijn aan de bouw, zijn in het maximum subsidieerbaar bedrag inbegrepen. Het betreft meer bepaald mogelijke meerkosten wanneer er beroep wordt gedaan op een opdracht voor projectontwikkeling en mogelijke meerkosten in verband met de diensten en verzekeringen die de goede voltooiing of de goede uitvoering van de bouw of de werken garanderen.

§ 6. Het maximum subsidieerbaar bedrag volgt de schommelingen van de lonen en sociale lasten, de index van de materialen en van de over het algemeen om het even welke belastingen. De actualisering van de kosten wordt berekend op basis van de volgende formule :

$$p = P * \left(0.40 * \frac{s}{S} + 0.40 \frac{i}{I} + 0.20 \right)$$

In deze formule is :

- p het bedrag van de uitgave goedgekeurd op de datum van indiening van de offerten;
- P is het op 1 januari 2010 geactualiseerd bedrag van de goedgekeurde uitgave p;
- s en S vertegenwoordigen de officiële lonen in de bouw, voor categorie A, respectievelijk van toepassing tien dagen voor de datum van indiening van de offerten en op datum van 1 januari 2010;
- i en I vertegenwoordigen de index van de materialen, respectievelijk voor de maand van indiening van de offerten en voor de maand januari 2010.

§ 7. De subsidies die achtereenvolgens in de tijd worden toegekend, mogen het maximum subsidieerbaar bedrag niet overschrijden rekening houdend met de actualisering van de prijzen in toepassing van artikel 3 § 6 van dit besluit en met de normale afschrijvingsduur zoals voorzien in artikel 9 van het decreet.

Art. 4. De contractuele prijsherzieningen, die voortvloeien uit de schommelingen van de lonen en sociale lasten, evenals van de materialen zoals deze voortkomen uit de toepassing van het bijzonder bestek, dat de gesubsidieerde aanname regelt, komen niet tussen in de berekening van het maximum subsidieerbaar bedrag

Art. 5. Mits goedkeuring van het College, binnen de beschikbare kredietlimieten, kunnen sommige investeringen met betrekking tot de opvang of het verblijf van personen met verschillende ernstige handicaps met, het vaakst, een ernstige mentale handicap, een bewegingshandicap, een zintuiglijke handicap, aanvaard worden voor een toelage boven het maximum subsidieerbaar bedrag met naleving van de voorwaarden zoals bepaald in artikel 5 van het decreet. Het betreft :

- a. De aanpassing van de omgeving op voorwaarde dat deze toegankelijk wordt gemaakt voor personen met een handicap;
- b. De eerste meubilering;
- c. De plaatsen voor het stilstaan en parkeren van voertuigen, waaronder overdekte plaatsen, waarvan het aantal beperkt is overeenkomstig de behoeften, voor zover ze overeenkomstig de handicaps van de opgevangen personen zijn aangelegd en, voor sommige, uitgerust zijn met de panelen zoals gedefinieerd in artikel 70.2.1.3°c van het Koninklijk Besluit van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer en van het gebruik van de openbare weg.

HOOFDSTUK III. — Toekenning van toelagen voor de aankoop van gebouwen

Afdeling 1. — Principieel akkoord

Art. 6. De aanvrager dient bij het bestuur een aanvraag van principieel akkoord in voor de toekenning van een toelage voor de aankoop van een gebouw.

Deze aanvraag omvat de volgende documenten :

1° Het uittreksel uit het proces-verbaal met de beraadslaging van het bevoegde orgaan van de aanvrager.

Het bewijs dat de aanvrager een VZW of een stichting is en de samenstelling van zijn raad van bestuur.

2° een memorie waarin de redenen worden toegelicht die de overwogen aankoop rechtvaardigen, Deze memorie moet de volgende elementen bevatten :

- a) een lijst met de potentiële toekomstige gebruikers;
 - b) de vermelde punten met de verwijzing naar art. 7. 1° van het decreet;
 - c) het te bestrijken grondgebied;
 - d) de beschrijving van de beoogde plaatsen en gebouw (bouwhoogte, oppervlakte, organisatie van de ruimte, tuin, enz);
 - e) een nota betreffende het leefmilieu, de toegangswegen en de beoogde vervoermiddelen;
 - f) een eerste ontwerp van een collectief project of een dienstproject dat met name de kenmerken van de opgevangen of op te vangen personen of de doelgroep moet opnemen;
- 3° een raming van de overwogen investering;
- 4° een financieringsplan van de overwogen vastgoedverrichting, met inbegrip van het eventuele beroep dat gedaan wordt op een externe financiering;
- 5° een financieringsplan van de toekomstige werking.

Art. 7. Binnen de zestig werkdagen te rekenen vanaf de ontvangst door het bestuur van het volledige dossier, maakt het bestuur het dossier voor principieel akkoord over aan het College. Op basis van de documenten die het bestuur overmaakt, neemt het College zijn beslissing en geeft het zijn eventueel principieel akkoord voor de toekenning van een eenmalige investeringstoelage of een periodieke gebruikstoelage met het oog op de aankoop van een gebouw.

Art. 8. Dit principieel akkoord is geldig voor een periode van twee jaar. Vóór de vervaldag van deze termijn moet ofwel de aanvraag tot definitieve beslissing van de toekenning van een toelage, ofwel de aanvraag tot verlenging van de geldigheid van het principieel akkoord ingediend zijn.

Art. 9. Het aanvraagdossier voor de verlenging bevat de volgende elementen :

- 1° de lijst van de ondernomen acties en redenen waarom ze niet zijn afgerond;
- 2° de actualisering van de memorie neergelegd bij de aanvraag van een principieel akkoord;
- 3° Het uittreksel uit het proces-verbaal met de beraadslaging van het bevoegde orgaan van de aanvrager

Art. 10. Op basis van de documenten die het bestuur heeft bezorgd, neemt het College zijn beslissing en geeft het zijn eventuele goedkeuring voor de verlenging van twee jaar van de geldigheid van het principieel akkoord.

Afdeling 2. — Definitieve beslissing voor de toekenning van de toelage

Art. 11. De aanvrager dient bij het bestuur een aanvraag in tot definitieve beslissing voor de toekenning van de toelage.

Deze aanvraag heeft betrekking op een specifiek goed en bevat de volgende documenten :

1° Het uittreksel van het proces-verbaal van de beraadslaging van het bevoegde orgaan van de aanvrager, waarin de aankoop van het goed wordt voorgesteld en de verkoopprijs en de raming van de aanpassingswerken worden goedgekeurd;

2° een memorie waarin de redenen worden toegelicht die de keuze voor het voorgestelde gebouw rechtvaardigen, Deze memorie moet de volgende elementen bevatten :

- a) een situatieplan;
- b) de beschrijving van de plaatsen en het gebouw waarvan de aankoop wordt overwogen (ouderdom, veroudering, bouwhoogte, oppervlakte, organisatie van de ruimte, tuin, enz);
- c) een nota betreffende het leefmilieu, de toegangswegen en de vervoermiddelen;
- d) de lijst en de identificatie van de andere bezochte goederen en de redenen waarom ze niet voldeden;
- e) een geactualiseerd en gedetailleerd eerste ontwerp van een collectief project of dienstproject dat met name de kenmerken van de opgevangen of op te vangen personen of de doelgroep moet opnemen; het eerste ontwerp van een collectief project moet bovendien de modaliteiten voor de spreiding van de personen met een handicap in de groepen of leefeenheden bevatten;

3° Een advies van de gewestelijke Dienst voor Brandbestrijding;

4° Een certificaat van een erkende dienst met betrekking tot de toegankelijkheid van het gebouw in kwestie voor personen met een handicap. Dit certificaat moet onder andere betrekking hebben op de toegang, de omloop en het gebruik van het gebouw voor personen met een handicap;

5° Een advies van het BIM betreffende de naleving van de doelstellingen inzake energieprestaties zoals gedefinieerd in artikel 3. 8° of 9° van het decreet;

6° De verkoopprijs;

7° Een raming van de registratierechten en aktekosten;

8° Een raming van de mogelijke uit te voeren aanpassingswerkzaamheden;

9° een geactualiseerd financieringsplan van de overwogen vastgoedverrichting, inclusief in geval van een externe financiering;

- a) Het bijzonder bestek,
- b) de neergelegde financieringsoffertes en hun bijlagen,
- c) de kopie van de aanvaarde offerte,
- d) het proces-verbaal van de opening van de offertes,
- e) het analyserapport van de offertes,
- f) de beraadslaging van het beslissingsorgaan;

10° een geactualiseerd financieringsplan van de toekomstige werking;

11° Een attest dat dient als bewijs dat de aanvrager in staat is financieel bij te dragen tot de aankoop en de aanpassingswerken;

12° Een uittreksel uit de kadastrale legger;

13° Een bankidentiteitskaart.

Art. 12. § 1. Binnen de zestig werkdagen te rekenen vanaf de ontvangst door het bestuur van het volledige dossier en van de raming van de handelswaarde zoals deze geraamd werd door het Comité tot Aankoop van Onroerende Goederen of door de Ontvanger der Registratie, maakt het bestuur de aanvraag voor definitieve beslissing over aan het College. Op basis van de documenten die het bestuur overmaakt, neemt het College zijn definitieve beslissing over de toekenning van de toelage en legt hij definitief het aanvaarde bedrag voor de toelage vast.

§ 2. Het bedrag van de toelage wordt berekend op basis van de aankoopprijs vermeerderd met de registratierechten en de aktekosten, maar op voorwaarde dat dit aankoopbedrag noch de handelswaarde, noch het maximum subsidiëerbaar bedrag overschrijdt.

De toelage wordt berekend op basis van de laagste van de drie waarden vermeerderd met de aktekosten en de registratierechten die verminderd zijn in verhouding tot de waarde die wordt gebruikt voor de berekening.

- § 3. Bovendien legt het College, in geval van een periodieke gebruikstoelage, definitief de financieringsmarge vast,
- a. als er geen bijkomende aanpassing nodig is, bepaalt het College de referentierentevoet (rs),
 - b. als er wel bijkomende aanpassingen nodig zijn, kent het College een rentetoelage toe die de tussentijdse interesten gedurende de werkzaamheden dekt.

Afdeling 3. — Uitbetaling van de toelage

Art. 13. De aankoopakte mag slechts na de definitieve beslissing tot toekenning van de toelage verleden zijn.

Art. 14. § 1. Met het oog op de uitbetaling van de toelage moet de aanvrager de volgende documenten voorleggen :

- 1° De kopie van de geregistreerde aankoopakte;
- 2° Het overzicht van de kosten voor notarisakten.

3° Indien het gebouw het voorwerp moet uitmaken van bijkomende werkzaamheden, een voorontwerp van de werkzaamheden overeenkomstig artikelen 20 en 22 van dit besluit.

§ 2. De toelage wordt uitbetaald volgens de volgende modaliteiten :

a. In geval van een eenmalige investeringstoelage, vanaf het moment dat het voorontwerp wordt goedgekeurd door het College.

b. In geval van een periodieke gebruikstoelage, en wanneer bijkomende werkzaamheden nodig zijn, kent het College een rentetoelage toe zodra het voorontwerp is goedgekeurd. Deze rentetoelage is bestemd om tussentijdse interesten ten laste van de aanvrager gedurende de werkzaamheden te dekken. Het College stelt dan de financieringsmarge vast om de driemaandelijks referentierentevoet (ri) te berekenen die van toepassing is gedurende de werkzaamheden.

c. In geval van een periodieke gebruikstoelage en wanneer de indienststelling onmiddellijk tot stand komt, wordt de toelage uitbetaald volgens de modaliteiten bepaald in artikelen 40 en 41 van dit besluit.

HOOFDSTUK IV. — Toekenning van toelagen voor de bouw, de uitbreiding, de verbouwing, de grote herstellingen, de verbetering van de toegankelijkheid voor personen met een beperkte mobiliteit van gebouwen, de uitrusting en de eerste meubilering

Afdeling 1. — Principieel akkoord

Art. 15. § 1 De aanvrager dient bij het bestuur een aanvraag in voor een principieel akkoord voor de bouw, de uitbreiding, de verbouwing, de grote herstellingen, de verbetering van de toegankelijkheid voor personen met een beperkte mobiliteit van gebouwen, de uitrusting en de eerste meubilering, alsook een aanvraag tot toekenning van een toelage.

Deze aanvraag omvat de volgende documenten :

- 1° Het uittreksel uit het proces-verbaal met de beraadslaging van het bevoegde orgaan van de aanvrager; Het bewijs dat de aanvrager een VZW of een stichting is en de samenstelling van zijn raad van bestuur.
- 2° Een attest dat aantoonst dat de werken en leveringen die het voorwerp uitmaken van de aanvraag van principieel akkoord nog niet werden besteld;
- 3° De titel van eigendom, oppervlakte of erfpacht van het in te richten gebouw of van het te bebouwen terrein of het recht van opstal op de grond.

§ 2. Een memorie met de redenen die de overwogen investering rechtvaardigen, wordt gevoegd bij de aanvraag tot principiële toekenning die in paragraaf 1 is bepaald. Deze memorie moet de volgende elementen bevatten :

- 1° een lijst met de potentiële toekomstige gebruikers;
- 2° de vermelde punten met de verwijzing naar artikel 7, 1° van het decreet;
- 3° het te bestrijken grondgebied;
- 4° een situatieplan;
- 5° voor het bestaande gebouw, de beschrijving van de plaatsen en het gebouw (ouderdom, veroudering, organisatie van de ruimte);
- 6° een nota betreffende het leefmilieu, de toegangswegen en de vervoermiddelen;
- 7° een eerste ontwerp van een collectief project of een dienstproject dat met name de kenmerken van de opgevangen of op te vangen personen of de doelgroep moet opnemen;
- 8° Een certificaat van een erkende dienst met betrekking tot de toegankelijkheid van het gebouw voor personen met een handicap;
- 9° een oriëntatienota betreffende de toekomstige energieprestaties van het gebouw;
- 10° de lijst met bezochte gebouwen met een gelijkaardige bestemming en een overzicht met de lessen die uit die bezoeken werden getrokken.
- 11° een financieringsplan van de overwogen vastgoedverrichting, met inbegrip van het eventuele beroep dat gedaan wordt op een externe financiering;
- 12° een financieringsplan van de toekomstige werking.

Art. 16. Binnen de zestig werkdagen te rekenen vanaf de ontvangst door het bestuur van het volledige dossier, maakt het bestuur het project voor principieel akkoord over aan het College. Op basis van de documenten die het bestuur doorgeeft, neemt het College zijn beslissing en geeft het zijn eventueel principieel akkoord over de toekenning van een éénmalige investeringstoelage of een periodieke gebruikstoelage. Dit principieel akkoord is geldig voor een periode van twee jaar. Vóór het verstrijken van deze termijn moet ofwel het voorontwerp van de werkzaamheden, ofwel de aanvraag tot verlenging van de geldigheid van het principieel akkoord ingediend zijn.

Art. 17. Heeft de aanvrager geen voorontwerp van de werken ingediend voor het verstrijken van de tweejarige termijn, brengt hij bij het bestuur een aanvraagdossier binnen om de geldigheidsduur van dit principieel akkoord met twee jaar te verlengen.

Art. 18. Het aanvraagdossier voor de verlenging bevat de volgende elementen :

- 1° De lijst van de ondernomen acties en redenen waarom ze niet zijn afgerond;
- 2° Een actualisering van de memorie neergelegd bij de aanvraag van een principiële akkoord;
- 3° Het uittreksel uit het proces-verbaal met de beraadslaging van het bevoegde orgaan van de aanvrager.

Art. 19. Binnen de zestig werkdagen te rekenen vanaf de ontvangst door het bestuur van het volledige dossier, bezorgt het bestuur de aanvraag tot verlenging voor beslissing aan het College. Op basis van de documenten die het bestuur heeft bezorgd, neemt het College zijn beslissing en geeft het zijn eventuele goedkeuring voor de verlenging van twee jaar van de geldigheid van het principiële akkoord.

Afdeling 2. — Voorontwerp

Art. 20. De aanvrager dient een voorontwerpdossier bij het bestuur in.

Art. 21. Het voorontwerpdossier omvat de volgende elementen :

1° De administratieve documenten :

- a) het uittreksel van het proces-verbaal met de beraadslaging van het bevoegde orgaan van de aanvrager waarin de studie aan een projectontwerper wordt opgedragen;
- b) het uittreksel van het proces-verbaal met de beraadslaging van het bevoegde orgaan van de aanvrager dat het voorontwerp en het bedrag van de raming goedkeurt.
- c) het geactualiseerde en gedetailleerde eerste ontwerp van een collectief project of dienstproject dat met name de kenmerken van de opgevangen of op te vangen personen of de doelgroep moet opnemen; het eerste ontwerp van een collectief project moet bovendien de modaliteiten voor de spreiding van de personen met een handicap in de groepen of leefeenheden bevatten;
- d) het advies van de gewestelijke Dienst voor Brandbestrijding;
- e) een certificaat van een erkende dienst met betrekking tot de toegankelijkheid van het gebouw voor personen met een handicap. Dit certificaat moet onder meer gaan over de toegang, het verkeer en het gebruik van het gebouw voor personen met een handicap.
- f) een oriëntatienota betreffende de toekomstige energieprestaties van het gebouw;
- g) Een attest dat dient als bewijs dat de aanvrager in staat is financieel bij te dragen tot de werken die hem zijn opgelegd.

2° De plannen :

- a) Het algemeen inplantingsplan met vermelding van :
 - de hoogtelijnen;
 - de locatie van het gebouw en het niveau van de benedenverdieping;
 - de loop van de riolen;
 - de toegangsweg;
 - de mogelijkheden inzake drinkwater- en elektriciteitsvoorzieningen;
 - de toegankelijkheidsplannen, de plannen met de verticale en horizontale omloop en de plannen voor de evacuatie van personen met een handicap.
- b) Het lengteprofiel van de riolen;
- c) De plannen van de verschillende verdiepingen, de uitzichten van de gevels en de hoofddoorsneden op 1 of 2 % met inbegrip van die van de bestaande gebouwen in geval van aanpassingen.

3° de staat van de bebouwde bruto-oppervlakten per verdieping, zowel van de bestaande als de nog te bouwen;

4° De lijst en de ramingen van de ondernemingen die afzonderlijk zullen worden gegund;

5° Voor elke onderneming een beknopte technische nota die een omschrijving geeft van de bouwprocedures en de te treffen maatregelen, de te gebruiken materialen en de te voorziene installaties gedetailleerd weergeeft;

6° Een nota betreffende de te treffen maatregelen om de werking van het centrum of de dienst gedurende de werken te waarborgen;

7° Een geactualiseerd financieringsplan van de toekomstige werking.

Art. 22. Binnen de zestig werkdagen te rekenen vanaf de ontvangst door het bestuur van het volledige dossier, legt het bestuur het voorontwerpdossier voor beslissing voor aan het College. Op basis van de documenten die door het bestuur zijn bezorgd, hecht het College zijn goedkeuring aan het hem voorgelegde voorontwerp en legt het maximum subsidieerbaar bedrag vast.

Afdeling 3. — Ontwerp

Art. 23. De aanvrager dient een projectdossier bij het bestuur in.

Het bij het bestuur ingediende projectdossier moet de volgende documenten bevatten :

1° Het uittreksel van het proces-verbaal met de beraadslaging van het bevoegde orgaan van de aanvrager dat het bijzonder bestek, de plannen en het bedrag van de raming goedkeurt;

2° Het bijzonder bestek met bijlagen, inzonderheid de opmetingsstaten en de modellen voor de inschrijving, de samenvattende opmetingsstaat en de inventaris;

3° De algemene plannen en alle detailplannen die noodzakelijk zijn voor een goed begrip van de werken;

4° De geraamde opmetingsstaat;

5° Het veiligheids- en gezondheidsplan;

6° De stedenbouwkundige vergunning;

7° Een advies van de gewestelijke Dienst voor Brandbestrijding;

8° Een certificaat van een erkende dienst met betrekking tot de toegankelijkheid van dat gebouw voor personen met een handicap. Dit certificaat moet onder andere betrekking hebben op de toegang, de omloop en het gebruik van het gebouw voor personen met een handicap; Dit certificaat is opgesteld na onderzoek van het bijzonder bestek en de plannen;

9° Een advies van het BIM betreffende de naleving van de doelstellingen inzake energieprestaties zoals gedefinieerd in artikel 3. 8° of 9° van het decreet;

10° Een nota betreffende de te treffen maatregelen om de werking van het centrum of de dienst gedurende de werkzaamheden te waarborgen;

11° Indien een externe financiering wordt overwogen, het bijzonder bestek en zijn bijlagen betreffende de opdracht voor aanneming van financiële diensten en het uittreksel van het proces-verbaal met de beraadslaging van het bevoegde orgaan van de aanvrager waarin het bijzonder bestek voor de financiering wordt goedgekeurd.

Art. 24. Het project moet conform het goedgekeurde ontwerpproject zijn.

Art. 25. Op grond van de door het bestuur bezorgde documenten zijn het project en de wijze van gunning van de opdrachten onderworpen aan de goedkeuring van het College.

Afdeling 4. — Definitieve beslissing voor de toekenning van de toelage

Art. 26. Het bestuur wordt minstens 15 dagen op voorhand op de hoogte gebracht van de datum van de opening van de offertes met betrekking tot de opdrachten voor werkzaamheden en financiering.

Art. 27. De aanvrager dient bij het bestuur het dossier van de aanvraag in tot definitieve beslissing voor de toekenning van de subsidie.

Art. 28. Het dossier omvat de volgende documenten :

1° Het bijzonder bestek, het quantabestek met kostenraming, de plannen en het veiligheids- en gezondheidsplan die als basis dienden voor de gunning;

2° De bewijzen van bekendmaking;

3° De ingediende offertes en hun bijlagen;

4° Kopie van de aanvaarde offerte;

5° Het proces-verbaal van de opening van de offertes;

6° Het analyserapport van de offertes;

7° Indien er een wijziging aangebracht wordt aan het goedgekeurde project, een certificaat van een erkende dienst waarin wordt aangegeven dat het gebouw toegankelijk is voor personen met een handicap. Dit certificaat moet onder andere betrekking hebben op de toegang, de omloop en het gebruik van het gebouw voor personen met een handicap;

8° Indien er een wijziging aan het goedgekeurde project wordt aangebracht, een advies van het BIM betreffende de naleving van de doelstellingen inzake energieprestaties zoals gedefinieerd in artikel 3. 8° of 9° van het decreet;

9° een geactualiseerd financieringsplan van de overwogen vastgoedverrichting, inclusief in geval van een externe financiering;

a) Het bijzonder bestek,

b) de neergelegde financieringsoffertes en hun bijlagen,

c) de kopie van de aanvaarde offerte,

d) het proces-verbaal van de opening van de offertes,

e) het analyserapport van de offertes,

f) de beraadslaging van het beslissingsorgaan;

10° Het uittreksel van het proces-verbaal van de met redenen omklede beraadslaging waarmee het bevoegde orgaan van de aanvrager de opdrachtnemer aanwijst en het bedrag van diens offerte goedkeurt.

11° Het uittreksel van het proces-verbaal van de met redenen omklede beraadslaging waarmee het bevoegde orgaan van de aanvrager de financiële instelling aanwijst en de voorwaarden van diens offerte goedkeurt.

12° Een bankidentiteitskaart.

Art. 29. § 1 Binnen de zestig werkdagen te rekenen vanaf de ontvangst door het bestuur van het volledige dossier, bezorgt het bestuur het project voor principieel akkoord aan het College. Op basis van de documenten die het bestuur overmaakt, neemt het College zijn definitieve beslissing over de toekenning van de toelage en legt hij het aanvaarde bedrag voor de toelage vast.

§ 2 In het geval van een periodieke gebruikstoelage en in toepassing van de voorwaarden vastgelegd in artikel 5 van het decreet, kent het College een toelage in interesten toe die de tussentijdse interesten ten laste van de aanvrager dekken. Het College stelt dan de marge op de financiering vast om de driemaandelijkse referentierentevoet (ri) te berekenen die van toepassing is gedurende de werkzaamheden.

Art. 30. De opdracht tot het aanvaarden van de werkzaamheden, het leveren van materiaal of de terbeschikkingstelling van geldelijke middelen kunnen niet gegeven worden vooraleer er een definitieve beslissing in verband met de toekenning van de toelage is genomen.

Op het ogenblik dat hij de opdracht aan de opdrachtnemers toevertrouwt, bezorgt de aanvrager een kopie aan het bestuur. De aanvrager bezorgt het bestuur ook een kopie van de brief waarin de aanvangsdatum van de werkzaamheden is vastgelegd.

Art. 31. § 1. Op het einde van elke maand wordt er een voortgang van de werkzaamheden opgesteld die voor akkoord ondertekend moet worden door de aannemer, de projectontwerper en de aanvrager.

§ 2 Met het oog op de uitbetaling van de toelage in interesten legt de aanvrager driemaandelijks na het verstrijken van de termijn een schuldvordering voor samen met een overzicht van de financiële instelling met gedetailleerd overzicht van de verschuldigde interesten en de gedetailleerde berekening ervan.

Art. 32. De voorschotten op de eenmalige investeringstoelage worden aan de aanvrager uitbetaald ten belope van negen tiende van de initiële vastlegging, op voorlegging van de vooruitgangsstaten, bijbehorende facturen en schuldvorderingen.

Art. 33. Enkel bijkomende of onontbeerlijke aan te brengen wijzigingen die buiten de wil van de aanvrager zijn gelegen en niet voorspelbaar waren bij de gunning van de opdracht, komen in aanmerking voor een bijkomende toelage binnen de limiet van het maximum subsidieerbaar bedrag.

Art. 34. De aanvrager gaat over tot de oplevering van de werken volgens de voorwaarden vastgelegd in het algemeen bestek. Het bestuur wordt minstens 15 dagen voor de vastgestelde datum van voorlopige oplevering ingelicht.

Art. 35. § 1. Wanneer de werkzaamheden afgerond en opgeleverd zijn, wordt het totale bedrag van de toelage op basis van de eindafrekening bepaald.

§ 2. De indienststelling van het gebouw, de installaties, de werkzaamheden en de meubilering wordt in voorkomend geval geattesteerd aan de hand van het proces-verbaal van de voorlopige oplevering en door het besuur vastgesteld.

§ 3. Indien de toelage in de vorm van een eenmalige investeringstoelage wordt uitbetaald, kan het overblijvende tiende deel van de initiële vastlegging aan de aanvrager worden uitbetaald.

§ 4. Indien de toelage in de vorm van een periodieke gebruikstoelage wordt uitbetaald, op basis van de attesten van de financiële instelling waarin de rentevoet (r) wordt vermeld, legt [het Collegelid] op grond van de toegekende financieringsmarge de referentierentvoet (rs) en het definitieve bedrag van de annuïteit (A) vast.

Afdeling 5. — Eindafrekening van de onderneming

Art. 36. De aanvrager dient de eindafrekeningen van de onderneming bij het bestuur in.

Art. 37. Het dossier met de eindafrekening van de onderneming bevat volgende documenten :

- 1° Het proces-verbaal van de voorlopige oplevering;
- 2° Een tabel met het totale aan de aannemer verschuldigde bedrag;
- 3° De verantwoordingsstukken en afrekeningen met betrekking tot voornoemde tabel;
- 4° Een tabel met de voortgangen;
- 5° De tabel met de rechtvaardiging van de uitvoeringstermijn en zijn bijlagen;
- 6° De factuur met betrekking tot de grondproeven;
- 7° De facturen met betrekking tot de water-, gas- en elektriciteitsaansluiting;
- 8° De eindafrekeningen van de aannemer;
- 9° Een certificaat van een erkende dienst met betrekking tot de oplevering van de werkzaamheden met betrekking tot de toegankelijkheid van het gebouw voor personen met een handicap;
- 10° Een certificaat van het BIM betreffende het behalen van de aangekondigde energieprestatie;
- 11° Het uittreksel van het proces-verbaal met de beraadslaging van het bevoegde orgaan van de aanvrager dat de eindafrekening goedkeurt.

Art. 38. Het bedrag van de onderneming dat aanvaard is voor de toelage heeft betrekking op de volgende posten :

1° Het totaal aan de aannemer verschuldigde bedrag na de aftrek van de posten die niet in aanmerking komen voor de toelagen van de inschrijving en van de afrekeningen en niet aanvaarde aanpassingswerkzaamheden, maar met inbegrip van de contractuele herzieningen evenredig met het subsidieerbaar bedrag zoals ze resulteren uit de toepassing van het bijzonder bestek voor de betoelaagde onderneming, voor zover het document het voorwerp heeft uitgemaakt van een voorafgaande goedkeuring van het College zoals bepaald in artikelen 23 tot 25 van dit besluit.

2° Het bedrag van de belasting over de toegevoegde waarde;

3° het bedrag van de algemene kosten dat forfaitair is vastgelegd op 10 procent van het totaalbedrag van 1° en 2°;

4° De kosten van eventuele grondproeven;

5° De eventuele kosten voor de aansluiting op water, gas en elektriciteit voor zover die door de distributiebedrijven is uitgevoerd.

Art. 39. Binnen de zestig werkdagen te rekenen vanaf de ontvangst door het bestuur van het volledige dossier, bezorgt het bestuur het project voor principieel akkoord aan het College. Op basis van de documenten die doorgegeven worden door het bestuur, hecht het College haar goedkeuring aan de eindafrekening van de onderneming en neemt in voorkomend geval de beslissing om een bijkomend bedrag toe te kennen dat aanvaard is voor de toelage in toepassing van artikel 33 van dit besluit en beslist dit bedrag uit te betalen in de vorm van een eenmalige investeringstoelage of van een periodieke gebruikstoelage volgens de voorwaarden vastgesteld in toepassing van artikel 35, § 4, van dit besluit.

HOOFDSTUK V. — *Bepalingen betreffende de periodieke gebruikstoelagen*

Art. 40. De berekening van de annuïteit (A) tot vaststelling van het bedrag van de toelage heeft betrekking op het gehele aanvaarde bedrag voor de toelage en is gebaseerd op de referentierentevoet (rs) die, naargelang het geval, wordt berekend op de datum van aankoop van het gebouw of op de datum van de voorlopige oplevering van de werken.

Art. 41. De uitbetaling van de periodieke toelage heeft jaarlijks plaats, voor de eerste keer binnen een termijn van 4 maanden na de geattesteerde indienstelling volgens de modaliteiten bepaald in artikel 14 en 35 van dit besluit en voor de volgende jaren, binnen een termijn van 4 maanden na de verjaardag van de indienstelling, op vertoon van een schuldvordering.

Tijdens de jaarlijkse uitbetaling van de periodieke gebruikstoelage wordt de effectieve toelage berekend, rekening houdend met de bezettingsgraad van de instelling en op basis van de volgende formule :

Beeld invoegen

In deze formule is :

- AE(x) het effectieve jaarlijkse bedrag van de periodieke gebruikstoelage
- A het jaarbedrag van de periodieke gebruikstoelage
- TO(x-1) de jaarlijkse bezettingsgraad van het vorige jaar zoals die jaarlijks door het bestuur wordt berekend

Tijdens het eerste uitbatingsjaar is, op het ogenblik van de invorderbaarheid van de toelage, de jaarlijkse bezettingsgraad (TO(0)) onbestaande. Derhalve wordt er voor dit eerste jaar vanuitgegaan dat de bezettingsgraad 1 is.

Voor de volgende jaren zal er systematisch verwezen worden naar de bezettingsgraad van het vorige jaar (TO(x-1)).

In de loop van het 21ste jaar, zodra de bezettingsgraad van het 20ste jaar bekend is, zal het bedrag van de toelage van het 20ste jaar gecorrigeerd worden; het eventueel te veel ontvangen bedrag zal teruggevorderd worden en het eventueel te weinig ontvangen bedrag zal gestort worden.

Art. 42. Bij een periodieke gebruikstoelage, kan de aanvrager het aanvaarde bedrag voor de toelage financieren op basis van eigen middelen en/of een externe financiering. Om het financieel evenwicht van het project te garanderen, moet de eventuele externe financiering aan de volgende voorwaarden voldoen :

1. de financiering mag niet meer dan 20 jaar duren,
2. het bedrag van de periodieke terugbetalingen moet constant in de tijd zijn.

HOOFDSTUK VI. — *Bijkomende bepalingen betreffende het naleven van de verbintenissen*

Art. 43. § 1. De aanvrager kan het goed op geen enkele wijze belasten met een zekerheid ten voordele van een derde, met name via een hypothecaire inschrijving of hypothecair mandaat, tenzij met uitdrukkelijke en voorafgaande toestemming van het Collegelid.

§ 2 Het bestuur kan altijd van de aanvrager eisen om een recent attest te bezorgen dat afkomstig is van het hypotheekkantoor en waaruit blijkt dat er een hypotheek op het goed gevestigd werd of niet.

§ 3 Geen enkel mandaat of hypothecaire inschrijving kan toegestaan worden voor andere leningen dan deze die strikt betrekking hebben op de financiering van het gebouw, de uitrusting en de meubilering waarvoor een toelage is toegekend.

Art. 44. In toepassing van artikel 5, 3de streepje, 3° van het decreet, leidt de niet-naleving van de verbintenis om 75 % personen met een handicap van categorie C op te vangen, zoals door het bestuur is berekend, tot een teruggave van het te veel ontvangen toelagebedrag. Dit wordt als volgt berekend :

$$R = DTi * A * (1 - Tc)$$

Waar

- R het bedrag van het te veel ontvangen bedrag is dat teruggegeven moeten worden

- DTi gelijk is aan het verschil tussen het tussenkomstpercentage van 90 % en het tussenkomstpercentage dat toegepast had moeten worden rekening houdend met het feit dat er niet voldaan is aan de norm van 75 % personen met een handicap

* DTi 10 % waard is wanneer de dienst volwassen personen met een handicap opvangt

* DTi 30 % waard is wanneer de dienst kinderen met een handicap opvangt

- A is

* bij eenmalige investeringstoelagen, het afschrijvingsbedrag van de toelage, berekend in toepassing van artikel 9 van het decreet

* bij periodieke gebruikstoelagen, het jaarbedrag van de periodieke gebruikstoelage

- Tc is de jaarlijkse bezettingsgraad door personen met een handicap van categorie C zoals door het bestuur is vastgesteld

Art. 45. In het kader van de ontvangen toelagen op basis van artikel 5 van dit besluit, leidt de niet-naleving van de opvangverbintenis gedurende de hele afschrijvingsperiode tot de volledige terugbetaling van de toelagen die in het kader van dit besluit werden ontvangen.

HOOFDSTUK VII. — *Opheffingsbepalingen*

Art. 46. Worden opgeheven.

1° Het ministerieel besluit van 23 januari 1976 houdende vaststelling van de maximumprijs per bed voor de berekening van subsidies voor de bouw, de aanpassing en de uitrusting van speciale inrichtingen voor mentaal of fysisch gehandicapten gewijzigd door het besluit van 2 juni 1977.

2° Het ministerieel besluit van 23 januari 1976 houdende vaststelling van de maximumprijs per bed voor de berekening van subsidies voor de bouw, de aanpassing en de uitrusting van speciale inrichtingen voor mentaal of fysisch gehandicapten gewijzigd door het besluit van 2 juni 1977.

3° Het ministerieel besluit van 23 januari 1976 houdende vaststelling van de maximumkost voor de berekening van subsidies voor de bouw, de aanpassing en de uitrusting van tehuizen voor kort verblijf voor mentaal of fysisch gehandicapten.

4° het besluit van 16 januari 1987 van de Franse Gemeenschapsexecutieve tot vaststelling voor de Franse Gemeenschap van de regels volgens dewelke de toelagen worden toegekend aan ondergeschikte besturen, instellingen van openbaar nut of aan vzw's voor werkzaamheden omtrent de bouw of aanpassing van gebouwen die bestemd zijn om personen met een handicap op te vangen of onder te brengen en voor de voorzieningen of eerste meubilering van die gebouwen.

5° het besluit van 16 januari 1987 van de Franse Gemeenschapsexecutieve tot vaststelling voor de Franse Gemeenschap van de regels volgens dewelke toelagen worden toegekend aan ondergeschikte besturen, aan instellingen van openbaar nut of aan vzw's, voor de aankoop van bestaande constructies bestemd voor de opvang of het verblijf van personen met een handicap.

HOOFDSTUK VIII. — *Slotbepalingen*

Art. 47. Het College verleent delegatie van bevoegdheid aan het Collegelid voor alle beslissingen inzake de toekenning van eenmalige investeringstoelagen die geen enkele uitbreiding van de erkende basiscapaciteit impliceren; ongeacht het bedrag ervan worden de beslissingen tot toekenning van periodieke toelagen en de beslissingen die een uitbreiding van de capaciteit impliceren door het College genomen.

Art. 48. Dit besluit treedt in werking op de dag van de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 49. Het Collegelid bevoegd voor het beleid inzake Bijstand aan Personen met een handicap is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 14 juli 2011.

Door het College :

Het Collegelid belast met het beleid inzake Bijstand aan Personen met een handicap,

Mevr. E. HUYTEBROECK

De Minister-voorzitter van het College,

C. DOULKERIDIS

AUTRES ARRETES — ANDERE BESLUITEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL CHANCELLERIE DU PREMIER MINISTRE ET SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2011/27181]

Pouvoirs locaux. — Décorations civiques

PROVINCE DU BRABANT WALLON ET PROVINCE DE LIEGE. — Par arrêté royal du 11 juin 2011, la décoration civique est décernée aux membres du personnel de la province du Brabant wallon et de la province de Liège désignés ci-après :

Pour 25 années

La Médaille civique de 3^e classe :

Mme Nathalie Bertrand, auxiliaire professionnelle;
Mme Francine Bodson, auxiliaire professionnelle;
Mme Dominique Bottier, auxiliaire professionnelle;
Mme Josianne Calande, auxiliaire professionnelle;
Mme Rosa Chastreux, auxiliaire professionnelle;
M. Etienne Crotteux, auxiliaire d'administration;
Mme Nicole David, auxiliaire professionnelle;
Mme Martine Delhalle, auxiliaire professionnelle;
Mme Annie Deridder, auxiliaire professionnelle;
Mme Marie-Ange Deridder, auxiliaire professionnelle;
Mme Rose-Marie Dupont, auxiliaire professionnelle;
Mme Jeannine Ferlanti, auxiliaire professionnelle;
M. Michel Fraipont, ouvrier;
Mme Rosalia Franco, auxiliaire professionnelle;
Mme Josée Galler, auxiliaire professionnelle;
Mme Catherine Gardier, auxiliaire professionnelle;
Mme Gisèle Geradon, auxiliaire professionnelle;
Mme Fabienne Gerwe, auxiliaire professionnelle;
Mme Marie Janssen, auxiliaire professionnelle;
Mme Marie-Josiane Jeurissen, auxiliaire professionnelle;
Mme Claudine Kindermans, auxiliaire d'administration;

FEDERALE OVERHEIDSDIENST KANSELARIJ VAN DE EERSTE MINISTER EN WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2011/27181]

Plaatselijke besturen. — Burgerlijke eretekens

PROVINCE WAALS-BRABANT EN PROVINCE LUIK. — Bij koninklijk besluit van 11 juni 2011 wordt het burgerlijk ereteken verleend aan de hiernavermelde personeelsleden van de provincie Waals-Brabant en van de provincie Luik :

Om 25 jaar dienst

De Burgerlijke Medaille van derde klasse aan :

Mevr. Nathalie Bertrand, professionele medewerkster;
Mevr. Francine Bodson, professionele medewerkster;
Mevr. Dominique Bottier, professionele medewerkster;
Mevr. Josianne Calande, professionele medewerkster;
Mevr. Rosa Chastreux, professionele medewerkster;
De heer Etienne Crotteux, kantoorbediende;
Mevr. Nicole David, professionele medewerkster;
Mevr. Martine Delhalle, professionele medewerkster;
Mevr. Annie Deridder, professionele medewerkster;
Mevr. Marie-Ange Deridder, professionele medewerkster;
Mevr. Rose-Marie Dupont, professionele medewerkster;
Mevr. Jeannine Ferlanti, professionele medewerkster;
De heer Michel Fraipont, arbeider;
Mevr. Rosalia Franco, professionele medewerkster;
Mevr. Josée Galler, professionele medewerkster;
Mevr. Catherine Gardier, professionele medewerkster;
Mevr. Gisèle Geradon, professionele medewerkster;
Mevr. Fabienne Gerwe, professionele medewerkster;
Mevr. Marie Janssen, professionele medewerkster;
Mevr. Marie-Josiane Jeurissen, professionele medewerkster;
Mevr. Claudine Kindermans, kantoorassistent;